

**FIN DE PROJET**

**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX CHAINES DE PRODUCTION (ANCHE)**

**GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES  
RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)**

**FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)**

**ACCORDS DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLES NOS. 2416/GR-HA ET  
GRT/HR-12410-HA**

**ÉTATS FINANCIERS**

**Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019**

**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX CHAINES DE PRODUCTION (ANCRE)**  
**GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES**  
**RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)**  
**FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)**  
**ACCORDS DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLES NOS. 2416/GR-HA ET GRT/HR-**  
**12410-HA**

**ÉTATS FINANCIERS**

**Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019**

<b>TABLE DES MATIÈRES</b>	<b>PAGES</b>
<b>Lettre d'Accompagnement et Résumé</b>	
Description du Programme	1 – 3
Objectifs et Étendue de l'Audit	3 – 7
Résultats de l'Audit	7 – 8
<b>États Financiers</b>	
Rapport des Auditeurs Indépendants	9 – 11
État des Flux de Trésorerie	12
État des Investissements Cumulés	13
Notes afférentes aux États Financiers	14 – 22
Annexes I – II- III - IV	
<b>Contrôle Interne</b>	
Rapport des Auditeurs Indépendants	23 – 24

## **FIN DE PROJET**

**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX CHAINES DE PRODUCTION (ANCRE)  
GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES  
RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)  
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)  
ACCORDS DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLES NOS. 2416/GR-HA ET GRT/HR-  
12410-HA**

## **ÉTATS FINANCIERS**

**Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019**

**À l'Unité d'Exécution (UE)**

**Programme de Soutien aux Chaines de Production (ANCRE)**

**Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural  
(MARNDR)**

Le 22 janvier 2020

Ce rapport présente les résultats de notre audit des états financiers du Programme de Soutien aux Chaines de Production (ANCRE) exécuté par l'Unité d'Exécution (UE) du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), Accords de Financement Non Remboursables Nos. 2416/GR-HA et GRT/HR-12410-HA, qui sont constitués de: l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019, l'état des investissements cumulés au 30 septembre 2019, ainsi qu'un résumé des règlements comptables importants et tous autres renseignements explicatifs du programme. La Direction de l'UE du MARNDR est responsable de ces états financiers.

## **I. DESCRIPTION DU PROGRAMME**

Le 9 octobre 2010, la République d'Haïti a signé avec la Banque Interaméricaine de Développement (BID) deux (2) Accords de Financement Non Remboursables Nos. 2416/GR-HA et GRT/HR-12410-HA pour mettre en œuvre le Programme de Soutien aux Chaines de Production (ANCRE).



L'objectif du Programme est de faciliter, grâce aux schémas de Participation Public-Privé (PPP), l'investissement d'entreprises de type ancrage dans les chaînes d'agro-industrie en cherchant leur renforcement et l'inclusion productive, sociale et financière de la population associée à celles-ci.

Les projets qui seront éligibles dans le cadre du programme des projets commerciaux avec un investissement privé d'au moins USD \$2 millions de dollars américains, qui réunissent les caractéristiques suivantes : (i) avoir la capacité, en tant qu'ancrage, de réduire les risques du marché; (ii) avoir la capacité, en tant qu'ancrage, de diminuer les risques opérationnels ; (iii) avoir un plan d'affaire financièrement viable et solide ; et (iv) remplir des conditions sociales et environnementales qui maximisent l'inclusion et assurent le respect des politiques de la Banque.

Pour atteindre les objectifs décrits ci-dessus, les ressources des contributions financeront les activités comprises dans les trois (3) composantes suivantes :

**Composante 1: Catalyser l'apparition de financement commercial pour des projets d'ancrage (Investissement Commercial)**

Cette composante octroiera aux entreprises d'ancrage des projets éligibles divers types de financement remboursable (cofinancement, prêts, bail entre autres) ou de garanties partielles.

**Composante 2: Faciliter la viabilité sociale et environnementale des projets (Investissement Social et Environnemental)**

Cette composante permettra d'octroyer un financement non-remboursable pour : (a) optimiser l'inclusion productive, sociale et financière autour des projets d'ancrage ; et (b) combler les coûts sociaux et d'atténuation environnementale nécessaires à son lancement. Cela permettra de rendre viable l'investissement commerciale des projets d'ancrage.

**Composante 3 : Faciliter l'apparition progressive de projets (Émergence de Projets)**

Cette composante vise à faciliter le développement des projets en finançant avec des fonds non remboursables: (a) les études de viabilité et de structuration des projets présélectionnés; (b) les équipes de Projets qui les structurent; et (c) l'obtention de prototypes et de tests de produits dans quelques cas ponctuels.

Le Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) sera l'organe d'exécution du Programme sous la coordination exécutive de l'Unité de Promotion de l'Investissement dans le Secteur Agricole dénommée « UPISA » dans le cadre des composantes I, II et III. Le MEF à travers l'Unité Centrale de Gestion des Partenariats Publics Privés (UCG/PPP), participe à la sélection et l'approbation des entreprises « ancres » bénéficiaires du projet.



Le programme utilisera un Agent Financier, en l'occurrence le Fonds de Développement Industriel (FDI), pour l'octroi des services financiers accordés aux entreprises.

En ce sens, un Protocole d'Accord a été signé entre le MEF, le MARNDR, la BID et le FDI le 9 août 2015 dont l'objet comme décrit antérieurement est la mise en place d'un programme de financement d'entreprises s'adonnant à l'agro-business pouvant contribuer au développement de la chaîne de valeur agricole au niveau du pays.

Ce programme de financement remboursable par les entreprises bénéficiaires, sera dans un premier temps alimenté par des reliquats de fonds provenant de la BID et du fonds pour la reconstruction d'Haïti (FRH) à hauteur de \$ 17, 000,000.

Le coût total du Projet est estimé à vingt-trois millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD \$23, 000,000), selon la répartition suivante par catégorie d'investissement et par sources de financement:

Catégories Budgétaires	Contribution de la BID 2416/GR-HA	Contribution du FRH GRT/HR-112410-HA	Ressources Additionnelles Du Secteur Privé	Total
<b>1. Composante I</b> Investissement commercial	3, 024, 583	2, 205,882	6, 000,000	11, 000,000
<b>2. Composante II</b> Investissement Social et Environnemental	3, 576,471	2, 823,529	-	6, 400,000
<b>3. Composante III</b> Faciliter la création de Projets	1, 462,503	1, 336,553	-	3, 029,521
<b>4. Composante IV</b> Gestion, Audit, Supervision	1, 401,239	1, 106,241	-	2, 507,480
<b>5. Imprévus</b>	35,204	27,795	-	62,999
<b>TOTAL</b>	<b>9, 500,000</b>	<b>7, 500,000</b>	<b>6, 000,000</b>	<b>23, 000,000</b>

À noter que la date des derniers décaissements est fixée au 31 juillet 2019.

## II. OBJECTIFS ET ÉTENDUE DE L'AUDIT

Notre mandat consiste à réaliser l'audit des états financiers du Programme ANCRE exécuté par l'Unité d'Exécution du MARNDR, afin d'exprimer une opinion professionnelle sur l'état financier annuel du programme (L'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements Cumulés) pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019.

L'audit a été effectué conformément aux Normes Internationales d'Audit. Ces normes exigent: (i) que l'audit soit planifié et réalisé pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne contiennent pas d'erreurs importantes; (ii) un examen, sur des bases sélectives, des preuves qui appuient les chiffres et les données contenues dans les états financiers; (iii) une évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par l'Unité d'Exécution, ainsi qu'à évaluer la présentation générale des états financiers.

Les objectifs spécifiques de l'audit sont les suivants :

- A. Déterminer si les états financiers du Programme présentent fidèlement, à tous égards importants, les flux de trésorerie du Programme de Soutien aux Chaines de Production (ANCRE), Accords de Financement non Remboursables Nos. 2416/GR-HA et GRT/HR-12410-HA, exécuté par l'Unité d'Exécution du MARNDR, pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019, et les investissements cumulés au 30 septembre 2018, conformément aux dispositions de l'Accord et aux Principales Conventions Comptables.
- B. Examiner et évaluer le système de contrôle interne afin de bien comprendre les politiques et procédures de contrôle pour déterminer si ces politiques et procédures sont appropriées et ont été appliquées. Cette évaluation comprend, entre autres, les aspects suivants: (i) la capacité institutionnelle de l'organisme concernant les ressources humaines, matérielles et du système d'information; et (ii) le système comptable utilisé, et (iii) les politiques et procédures permettant à l'Unité d'Exécution d'enregistrer, traiter, résumer et publier des données financières conformes aux informations publiées dans chaque compte des états financiers.
- C. Fournir des commentaires et observations sur les registres comptables, les systèmes et contrôles qui ont été examinés pendant l'audit.
- D. Identifier les déficiences spécifiques et les zones de faiblesses dans les systèmes et contrôles puis formuler des recommandations pour leur amélioration.

#### **PROCÉDÉS D'AUDIT MIS EN OEUVRE**

Nous énumérons ci-après certains des procédés d'audit que nous avons mis en œuvre pour vérifier si les fonds décaissés ont été correctement comptabilisés et utilisés, conformément aux termes et objectifs fixés dans l'Accord de Don ainsi qu'aux Lois et Règlements applicables :

##### **Système et registres comptables**

- Nous avons évalué la capacité du système comptable à produire des informations opérationnelles, financières et comptables et à se conformer aux exigences de la Banque et à présenter les rapports financiers par source de fonds et par catégorie budgétaires.
- Nous nous sommes assurés que tous les justificatifs nécessaires, registres et comptes sont maintenus pour toutes les activités et dépenses du Programme et que les paiements ont été enregistrés en temps opportun dans la comptabilité du Programme.



- Nous nous sommes assuré que le système d'archivage comptable du Programme est adéquat et permet une localisation efficace de la documentation relative aux paiements.

### **Rentrées de fonds**

- Nous avons confirmé le total des financements décaissés par la BID durant l'exercice terminé au 30 septembre 2019.
- Nous avons concilié les valeurs confirmées avec les registres comptables de l'Unité d'Exécution.
- Nous avons réconcilié le total des financements décaissés avec les mouvements de fonds retracés au compte désigné du Programme.

### **Sorties de fonds**

- Nous avons mis en œuvre des procédures spécifiques pour la sélection de l'échantillon des transactions choisies. La méthode d'échantillonnage est non statistique et les paramètres utilisés sont la taille de la population, le seuil de signification et le niveau d'erreur acceptable. La base de référence utilisée dans le calcul du seuil de signification est le total des dépenses encourues durant l'exercice terminé au 30 septembre 2019 qui s'élève à \$ 243,830.

Nous avons déterminé un seuil de signification de \$ 2,438 et un niveau d'erreur acceptable de \$ 1,707.

Afin de réduire les risques d'échantillonnage, nous avons utilisé un échantillon stratifié de la manière suivante:

- (i) les éléments de grande valeur par rapport au seuil de signification et les éléments importants, selon des critères qualitatifs, ont été pris isolément et examinés à 100%. Ces transactions sont au nombre de 28 et totalisent un montant de \$ 120,320.
- (ii) le nombre de transactions testées sur la population restante a été de six (6) pour un montant de \$ 7,503 conformément à notre manuel de procédures d'audit

Ainsi, la population des dépenses testées est de \$ 127,823 soit près de 52% de la population totale.

- Nous avons utilisé des procédures d'échantillonnage soit comme procédures de corroboration, soit comme tests des contrôles clés selon le but du sondage. Sur la base d'échantillonnage décrit plus haut:
  - nous avons vérifié que les paiements sont enregistrés dans la comptabilité du programme et les registres financiers, selon les autorisations appropriées, sur la base de documents justificatifs adéquats, par catégorie d'investissement correspondant au budget des Accords de Don;



- nous avons vérifié que la documentation d'appui relative aux paiements effectués est fiable et adéquate pour supporter les montants relatifs aux investissements ou dépenses de Programme; et qu'elle est maintenue de manière appropriée dans les dossiers du programme;
- nous nous sommes assurés que les procédures d'achat utilisées sont conformes à de bonnes pratiques commerciales – qu'elles soient compétitives ou non – que des prix raisonnables ont été obtenus, et que des contrôles efficaces ont été mis en place pour garantir la qualité et les quantités reçues;
- nous nous sommes assurés que les biens et travaux acquis dans le cadre du Programme sont adéquatement sauvegardés et qu'un système d'inventaire des biens est en place et régulièrement mis à jour;
- nous nous sommes assurés, le cas échéant, que les paiements déjà déterminés inéligibles par la Banque n'ont pas été imputés au financement de la BID et n'ont pas été justifiés comme dépenses de programme.

### **Passation de marchés**

- Il n'y a pas eu de lancement de nouveau marché durant la période auditée. La révision du processus de passation de marché a consisté à s'assurer que les paiements effectués au vu des livrables étaient en conformité avec les documents contractuels et que la Non Objection de la BID avait été obtenue. En ce sens :
- Nous nous sommes assuré que les biens, travaux et services financés ont été acquis, en conformité avec les Politiques et Procédures de Passation de Marchés de la Banque ou autres Procédures acceptables pour la Banque.
- Nous avons vérifié que pour tous les paiements effectués, les contrats respectifs étaient prévus au Plan de Passation de Marché (PPM) et que les paiements prévus aux contrats signés ont été réalisés conformément aux dispositions prévues à cet effet.
- Dans le cas des contrats de consultants, nous avons établi : a) l'existence d'un contrat valide selon des termes de référence approuvés par la Direction du Programme b) la preuve de l'approbation des travaux présentés par le consultant et leur cohérence avec le contrat et les Termes de Référence; c) dans le cas d'un paiement récurrent, l'existence de l'approbation de la Direction du Programme ou du niveau compétent, conformément au règlement d'opération, comme preuve des conditions pour les paiements récurrents.
- Nous nous sommes assurés que le dossier de passation de marché relatif à un paiement contient la documentation requise qui correspond au type de passation de marchés, conformément aux Politiques de Passation de Marchés de la BID et que l'archive des dossiers de Passation de Marchés (PM) est ordonnée et permet une localisation efficace de la documentation relative au processus.

## **Généralités**

- Nous avons discuté avec les personnes ressources impliquées dans la gestion du Programme afin d'acquérir des connaissances sur les aspects techniques et opérationnels importants.
- Nous avons évalué le système de contrôle budgétaire du Programme et effectué une comparaison des dépenses avec les affectations budgétaires indiquées dans l'Accord de Don.
- Nous avons évalué les procédés utilisés aux fins de la préparation des demandes de remboursements qui sont présentées à la BID et déterminer si ces procédés donnent lieu à des requêtes de décaissements précises, appropriées et présentées en temps opportun.
- Nous avons révisé les éléments constituant le solde des avances en attente de justification, y compris les montants présentés au niveau des réconciliations des comptes bancaires et les dépenses effectuées non encore soumises à la BID.

## **III. RÉSULTATS DE L'AUDIT**

### **États financiers**

À notre avis, à l'exception des dépenses récusées présentées à la Note 7 totalisant un montant de \$ 5,358, les états financiers du Programme de Soutien aux Chaines de Production (ANCRE), présentent fidèlement, à tous égards importants les flux de trésorerie pour l'exercice terminé au septembre 2019, et les investissements cumulés au 30 septembre 2019, conformément aux dispositions des Accords de Don et aux Principales Conventions Comptables décrites à la Note 2.

### **Contrôle Interne**

Nous avons examiné et évalué le contrôle interne mis en place par l'Unité d'Exécution (UE) du MARNDR dans le cadre de la gestion du Programme ANCRE afin d'apprécier les risques de non contrôle et de déterminer les procédures d'audit appropriés dans les circonstances, dans le but d'exprimer une opinion sur les états financiers du Programme pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019 et non sur l'efficacité des contrôles internes de l'Unité d'Exécution.

Nous n'avons relevé aucun aspect de la structure du contrôle interne et de son fonctionnement que nous avons jugé nécessaire de signaler. Notre évaluation du contrôle interne de la Direction du Programme ANCRE n'a permis de révéler aucune lacune, qui à notre avis, pourrait constituer une faiblesse pouvant empêcher la Direction de l'Unité d'Exécution (UE) d'enregistrer, de traiter, de résumer et de présenter les données financières conformément aux assertions de la Direction figurant aux états financiers.



Nous n'avons observé aucune situation qui supposerait une non-conformité avec les dispositions financières Accords de Financement Non Remboursables Nos. 2416/GR-HA et GRT/HR-12410-HA de la Banque Interaméricaine de Développement pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019.

### **Suivi des recommandations de l'exercice antérieur**

La Coordination du Programme ANCRE a pris certaines mesures correctives suite aux recommandations produites au précédent rapport d'audit.

### **Recommandation 1 - Retard dans l'exécution du Programme**

Nous recommandons à la coordination du Programme ANCRE de prendre les mesures nécessaires permettant de réaliser les activités selon le Plan Annuel d'Opérations et le Plan de Passation de Marché établi.

**Situation Actuelle :** Cette recommandation a été mise en œuvre. Le programme a pris techniquement fin le 30 septembre 2019.

### **Recommandation 2 – Dépenses récusées**

Recommandation a été faite à la Coordination du Programme ANCRE d'apporter les correctifs demandés par la BID et de toujours s'assurer de la documentation complète de justification de dépenses soumises.

**Situation Actuelle:** Cette recommandation a été partiellement mise en œuvre.

### **Commentaires de la Direction**

La Direction l'Unité d'Exécution (UE) du Programme ANCRE a soumis ses commentaires qui ont été inscrits aux sections appropriées du rapport, après chaque recommandation.

*Experts Conseils & Associés*  
Comptables Agréés



## **FIN DE PROJET**

**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX CHAINES DE PRODUCTION (ANCRE)  
GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES  
RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)  
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)**

**ACCORDS DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLES NOS. 2416/GR-HA ET GRT/HR-  
12410-HA**

## **ÉTATS FINANCIERS**

**Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019**

## **RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS**

**À l'Unité d'Exécution (UE)**

**Programme de Soutien aux Chaines de Production (ANCRE)**

**Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural  
(MARNDR)**

## **Opinion avec réserve**

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Programme de Soutien aux Chaines de Production (ANCRE) exécuté par l'Unité d'Exécution (UE) du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), Accords de Financement Non Remboursables Nos. 2416/GR-HA et GRT/HR-12410-HA, qui comprennent l'état des flux de trésorerie, pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019, l'état des investissements cumulés au 30 septembre 2019, ainsi qu'un résumé des règlements comptables importants et tous autres renseignements explicatifs du programme.

Tel que décrit à la Note 2, l'état des flux de trésorerie pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 2019 et l'état des investissements cumulés au 30 septembre 2019 ont été préparés sur la base de la comptabilité de caisse qui constitue une base de comptabilité différente des Normes Internationales de Présentation de l'Information Financière.

## **Réserve**

À notre avis, à l'exception des incidences des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve », de notre rapport les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle des flux de trésorerie du Programme de Soutien aux Chaines de Production (ANCRE) pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019, et des investissements cumulés au 30 septembre 2019, conformément aux principales conventions comptables décrites à la Note 2 et aux dispositions de l'Accord de Financement non Remboursable 2416/GR-HA-3.

## **Fondement de l'opinion avec réserve**

Nous avons noté qu'au 30 septembre 2019, des dépenses totalisant un montant de \$ 5,358 ont été soumises à la BID et n'ont pas été acceptées pour cause de documentation incomplète. Ces dépenses, présentées à la Note 7 afférente aux états financiers.

Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Programme de Soutien aux Chaines de Production (ANCRE) conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Haïti et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers**

La direction de l'UE/MARNDR/ANCRE est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux dispositions de l'accord de don et aux directives de la BID pour la présentation des rapports financiers, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'institution à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'institution ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'institution.

### **Responsabilités des auditeurs pour l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

*Experts Conseils & Associés*

Comptables Agréés

Pétion-Ville, le 22 janvier 2020



**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX CHAINES DE PRODUCTION (ANCRE)**  
**GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET**  
**DU DÉVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)**

**FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)**

**ACCORDS DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLES NOS. 2416/GR-HA ET GRT/HR-12410-HA**

**ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE**

(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)

	Notes	Au 30 septembre 2018	Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019	Au 30 septembre 2019
<b>Montants Reçus</b>				
Financement BID	(Note 4)	\$ 4,438,539	\$ 135,970	\$ 4,574,509
<b>Total des Montants Reçus</b>		<u>4,438,539</u>	<u>135,970</u>	<u>4,574,509</u>
<b>Dépenses Effectuées</b>				
Requête No. 1 à 29	(Note 13)	\$ 3,983,459	\$ -	\$ 3,983,459
Requête No. 30		4,145	-	4,145
Requête No. 31		10,495	-	10,495
Requête No. 32		77,600	-	77,600
Requête No. 33		8,050	-	8,050
Requête No. 34		32,770	-	32,770
Requête No. 35 (Avance de fonds)	(Note 13)	-	-	-
Requête No. 36		3,849	-	3,849
Requête No. 37		67,644	-	67,644
Requête No. 38		37,791	-	37,791
Requête No. 39		29,083	-	29,083
Requête No. 40		15,517	-	15,517
Requête No. 41		19,782	-	19,782
Requête No. 42		16,606	-	16,606
Requête No. 43		-	2,406	2,406
Requête No. 44		-	9,541	9,541
Requête No. 45		-	49,389	49,389
Requête No. 46	(Note 7)	-	-	-
Requête No. 46 (Bis)		-	799	799
Requête No. 47		-	38,650	38,650
Requête No. 48 (Avance de fonds)		-	-	-
Requête No. 49		-	4,223	4,223
Requête No. 50		-	4,976	4,976
Requête No. 51		-	1,664	1,664
Requête No. 52		-	50,344	50,344
Requête No. 53		-	30,829	30,829
Requête No. 54		-	59,048	59,048
Dépenses effectuées non encore soumises	(Note 6)	-	-	-
<b>Total des Dépenses Effectuées</b>		<u>4,306,791</u>	<u>251,869</u>	<u>4,558,660</u>
Excédent des montants reçus sur les dépenses effectuées		131,748	(115,899)	15,849
Encaisse, au début de l'exercice		-	125,456	-
Comptes à payer	(Notes 14)	-	(41,644)	(41,644)
Redressement de conversion de devises	(Note 10)	(6,291)	34,396	28,105
<b>Encaisse, à la fin de l'exercice</b>	(Notes 3, 5)	<u>\$ 125,456</u>	<u>\$ 2,309</u>	<u>\$ 2,309</u>

Coordinateur du Programme  
Evens Henrice

Directeur Administratif du Programme  
Jean Robert Emmanuel Allen

Les notes font partie intégrante des états financiers.

**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX CHAINES DE PRODUCTION (ANCRE)**  
**GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES**  
**NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)**  
**FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)**  
**ACCORDS DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLES NOS. 2416/GR-HA ET GRT/HR-12410-HA**  
**ÉTATS DES INVESTISSEMENTS CUMULÉS**  
**AU 30 SEPTEMBRE 2019**  
**(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)**

	<b>Investissements Cumulés Au 30 septembre 2018</b>	<b>Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019</b>	<b>Investissements Cumulés Au 30 septembre 2019</b>
<b>Composante I :</b>			
· Investissement commercial	\$ 3,024,583	\$ -	\$ 3,024,583
<b>Sous-total</b>	<b>3,024,583</b>	<b>-</b>	<b>3,024,583</b>
<b>Composante II :</b>			
· Investissement Social et Environnemental	42,272	3,435	45,707
<b>Sous-total</b>	<b>42,272</b>	<b>3,435</b>	<b>45,707</b>
<b>Composante III:</b>			
· Faciliter la création de Projets	485,052	23,873	508,925
<b>Sous-total</b>	<b>485,052</b>	<b>23,873</b>	<b>508,925</b>
<b>Composante IV:</b>			
· Gestion, Audit, Supervision	754,884	224,562	979,446
<b>Sous-total</b>	<b>754,884</b>	<b>224,562</b>	<b>979,446</b>
<b>Imprévus</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 4,306,791</b>	<b>\$ 251,870</b>	<b>\$ 4,558,661</b>

Coordonnateur du Programme  
Evens Henrice

Administrateur Comptable du Programme  
Jean Robert Emmanuel Allen

## **FIN DE PROJET**

### **PROGRAMME DE SOUTIEN AUX CHAINES DE PRODUCTION (ANCRES)**

**GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)**

**FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)**

**ACCORDS DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLES NOS. 2416/GR-HA ET GRT/HR-12410-HA**

## **ÉTATS FINANCIERS**

**Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019**

### **NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS**

#### **1. Description du Programme et de son Financement**

Le 9 octobre 2010, la République d'Haïti a signé avec la Banque Interaméricaine de Développement (BID) deux (2) Accords de Financement Non Remboursables Nos 2416/GR-HA et GRT/HR-12410-HA pour mettre en œuvre le Programme de Soutien aux Chaines de Production (ANCRES).

L'objectif du Programme est de faciliter, grâce aux schémas de Participation Public-Privé (PPP), l'investissement d'entreprises de type ancrage dans les chaines d'agro-industrie en cherchant leur renforcement et l'inclusion productive, sociale et financière de la population associée à celles-ci.

Les programmes qui seront éligibles dans le cadre du programme des projets commerciaux avec un investissement privé d'au moins USD \$2 millions de dollars américains, qui réunissent les caractéristiques suivantes : (i) avoir la capacité, en tant qu'ancrage, de réduire les risques du marché; (ii) avoir la capacité, en tant qu'ancrage, de diminuer les risques opérationnels ; (iii) avoir un plan d'affaire financièrement viable et solide; et (iv) remplir des conditions sociales et environnementales qui maximisent l'inclusion et assurent le respect des politiques de la Banque.

Pour atteindre les objectifs décrits ci-dessus, les ressources des contributions financeront les activités comprises dans les trois (3) composantes suivantes :

##### **Composante 1: Catalyser l'apparition de financement commercial pour des projets d'ancrage (Investissement Commercial)**

Cette composante octroiera aux entreprises d'ancrage des projets éligibles divers types de financement remboursable (cofinancement, prêts, bail entre autres) ou de garanties partielles.

##### **Composante 2: Faciliter la viabilité sociale et environnementale des projets (Investissement Social et Environnemental)**

Cette composante permettra d'octroyer un financement non-remboursable pour : (a) optimiser l'inclusion productive, sociale et financière autour des projets d'ancrage ; et (b) combler les coûts sociaux et d'atténuation environnementale



nécessaires à son lancement. Cela permettra de rendre viable l'investissement commerciale des projets d'ancrage.

### **Composante 3 : Faciliter l'apparition progressive de projets (Émergence de Projets)**

Cette composante vise à faciliter le développement des projets en finançant avec des fonds non remboursables : (a) les études de viabilité et de structuration des projets présélectionnés; (b) les équipes de Projets qui les structurent; et (c) l'obtention de prototypes et de tests de produits dans quelques cas ponctuels.

Le Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) sera l'organe d'exécution du Programme sous la coordination exécutive de l'Unité de Promotion de l'Investissement dans le Secteur Agricole dénommée « UPISA » dans le cadre des composantes I, II et III. Le MEF à travers l'Unité Centrale de Gestion des Partenariats Publics Privés (UCG/PPP), participe à la sélection et l'approbation des entreprises « ancrées » bénéficiaires du projet.

Le programme utilisera un Agent Financier, en l'occurrence le Fonds de Développement Industriel (FDI), pour l'octroi des services financiers accordés aux entreprises.

En ce sens, un protocole un Protocole d'Accord a été signé entre le MEF, le MARNDR, la BID et le FDI le 9 août 2015 dont l'objet comme décrit antérieurement est la mise en place d'un programme de financement d'entreprises s'adonnant à l'agro-business pouvant contribuer au développement de la chaîne de valeur agricole au niveau du pays.

Ce programme de financement remboursable par les entreprises bénéficiaires, sera dans un premier temps alimenté par des reliquats de fonds provenant de la BID et du fonds pour la reconstruction d'Haïti (FRH) à hauteur de \$ 17, 000,000.

Le coût total du Projet est estimé à vingt-trois millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD \$23, 000,000), selon la répartition suivante par catégorie d'investissement et par sources de financement:

<b>Catégories Budgétaires</b>	<b>Contribution de la BID 2416/GR-HA</b>	<b>Contribution du FRH GRT/HR-112410-HA</b>	<b>Ressources Additionnelles Du Secteur Privé</b>	<b>Total</b>
<b>1. Composante I</b>				
Investissement commercial	3, 024, 783	2, 205,882	6, 000,000	11, 000,000
<b>2. Composante II</b>				
Investissement Social et Environnemental	3, 576,471	2, 823,529	-	6, 400,000
<b>3. Composante III</b>				
Faciliter la création de Projets	1, 462,503	1, 336,553	-	3, 029,521
<b>4. Composante IV</b>				
Gestion, Audit, Supervision	1, 401,239	1, 106,241	-	2, 507,480
<b>5. Imprévus</b>	35,204	27,795	-	62,999
<b>TOTAL</b>	<b><u>9, 500,000</u></b>	<b><u>7, 500,000</u></b>	<b><u>6, 000,000</u></b>	<b><u>23, 000,000</u></b>

À noter que la date des derniers décaissements est fixée au 31 juillet 2019.

## 2. Principales Conventions Comptables

### Base de présentation

Les états financiers et l'état des investissements cumulés ont été préparés sur une base de comptabilité de caisse, conformément aux dispositions de l'accord de don et aux directives de la BID pour la présentation des rapports financiers. La comptabilité de caisse tient compte des transactions et opérations uniquement lorsque les fonds (et/ou l'équivalent des fonds) ont été reçus ou décaissés par l'entité, et non pas lorsqu'ils donnent lieu, augmentent ou créent des droits ou des obligations alors qu'aucun mouvement de fonds n'a eu lieu.

### Financements

Les financements présentés aux états financiers sont constitués des décaissements sur compte (dénommés avances de fonds) et des paiements directs aux fournisseurs, effectués par la BID.

### Engagements contractuels

Les engagements contractuels représentent les balances dues sur les contrats de travaux, biens et services. Ils sont présentés dans un rapport séparé à titre d'information.

### Monnaies

Les livres du Programme ANCRE sont tenus en dollars américains et les états financiers sont présentés dans la même monnaie.

Les décaissements en gourdes sont convertis à leur valeur équivalente en dollars américains, selon un taux de change calculé à partir du système comptable «ACCPAC», basé sur les différentes dates de transactions, qui a varié de G 70.2036 à G 93.3853 pour un (1) dollar américain pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019.

Le solde de l'encaisse en Gourdes au 30 septembre 2019 a été converti au taux de la Banque de la République d'Haïti, en vigueur au 30 septembre 2019, soit G 93.3162 pour un (1) dollar américain. Les redressements résultant de cette conversion sont présentés séparément à titre de composante de l'encaisse.

### Impôts et taxes

Les impôts et taxes applicables au Programme de Soutien aux Chaines de Production (ANCRE), exécuté par l'Unité d'Exécution du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), sont constitués du reversement des taxes et impôts prélevés à la source sur les employés, les contrats de services signés avec les consultants locaux et/ ou internationaux.



### 3. Encaisse

Le solde de l'encaisse disponible est ainsi constitué:

	Au 30 septembre 2019	Au 30 septembre 2018
BRH-Gourdes - No. 121269483	\$ 1,663	\$ 12,595
BRH-Dollars - No. 111069473	645	112,862
	<u>\$ 2,309</u>	<u>\$ 125,457</u>

Les fonds non utilisés devront être retournés à la Banque à la fin du Programme.

### 4. Financement BID

Au 30 septembre 2019, la Coordination du Programme a reçu de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) des avances de fonds totalisant \$ 4, 574,509. Ce montant représente 48% du budget total alloué au projet.

	Au 30 septembre 2018	Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019	Au 30 septembre 2019
Avances de fonds	\$ 1,413,956	\$ 135,970	\$ 1,549,926
Paievements directs	3,024,583	-	3,024,583
	<u>\$ 4,438,539</u>	<u>\$ 135,970</u>	<u>\$ 4,574,509</u>

Le montant décaissé durant la période allant du 1<sup>er</sup> octobre 2018 au 30 septembre 2019 est une avance de fonds soumise à la requête No 48.

### Accords de Financement Additionnels GRT/HR-112410-HA

Au 30 septembre 2019, Le Fonds de Reconstruction d'Haïti (FRH) et le Trésor Public n'ont rien versé au programme.

### 5. Réconciliation des mouvements sur les comptes désignés au 30 septembre 2019

Le solde du compte désigné au 30 septembre 2019 se résume comme suit:

Solde du compte spécial au 30 septembre 2018	\$	125,457
Avance de fonds décaissée durant la période		135,970
Dépenses encourues durant la période		(251,870)
Excédent des rentrées sur les sorties		9,557
Comptes à payer		(41,644)
Redressement de conversion de devises		34,396
<b>Solde des comptes désignés au 30 septembre 2019</b>	<b>\$</b>	<b>2,309</b>



## 6. Dépenses non encore soumises

Au 30 septembre 2018, les dépenses effectuées non encore soumises à la BID par la Coordination du programme, totalisaient un montant de \$ 80,988. Ces dépenses ont été soumises à la BID durant le mois d'octobre 2017 à travers les requêtes Nos. 39 à 42.

Durant l'exercice terminé au 30 septembre 2018, des dépenses ont été encourues pour un montant total de \$ 251, 870. L'intégralité de ces dépenses a été également soumise. Ainsi, au 30 septembre 2019, le solde des dépenses effectuées non encore soumises est nul et se présente comme suit:

Dépenses non encore soumises au 30 septembre 2018		\$	80,988
Soumises aux requêtes de justification suivantes :			
Requête de justification No 39	\$	(29,083)	
Requête de justification No 40		(15,517)	
Requête de justification No 41		(19,782)	
Requête de justification No 42		<u>(16,606)</u>	\$ <u>(80,988)</u>
			<u>-</u>
Dépenses encourues durant l'exercice		\$	251,870
Requêtes de justification soumises durant l'exercice:			
Requête de justification No 43	\$	(2,406)	
Requête de justification No 44		(9,541)	
Requête de justification No 45		(49,389)	
Requête de justification No 46 (Bis)		(799)	
Requête de justification No 47		(38,650)	
Requête de justification No 48		(4,223)	
Requête de justification No 49		(4,976)	
Requête de justification No 50		(1,664)	
Requête de justification No 51		(50,344)	
Requête de justification No 52		(30,829)	
Requête de justification No 53		<u>(59,049)</u>	\$ <u>(251,870)</u>
			<u>\$ -</u>

## 7. Dépenses récusées par la par la Banque Interaméricaine de Développement

Au 30 septembre 2018, les dépenses récusées par la BID totalisaient un montant de \$ 11,813 et se présentaient comme suit :

	<b>Dépenses Soumises</b>	<b>Dépenses Acceptées</b>	<b>Différences</b>
Requête de justification No 14	\$ 30,878	\$ 30,778	\$ 100
Requête de justification No 16	61,558	61,548	10
Requête de justification No 17	73,426	72,715	711
Requête de justification No 18	48,398	47,986	412
Requête de justification No 22	33,382	32,696	686
Requête de justification No 23	91,011	89,156	1,855
Requête de justification No 24	32,548	31,338	1,210
Requête de justification No 25	58,186	56,786	1,400
Requête de justification No 26	-	3,749	(3,749)
Requête de justification No 27	27,655	26,240	1,415
Requête de justification No 28	27,583	24,221	3,362
Requête de justification No 30	4,145	3,703	442
Requête de justification No 31	10,495	10,082	413
Requête de justification No 32	77,600	75,495	2,105
Requête de justification No 33	8,050	6,745	1,305
Requête de justification No 34	32,770	32,007	763
Requête de justification No 36	3,849	4,612	(763)
Requête de justification No 38	37,791	37,655	136
	<b>\$ 659,324</b>	<b>\$ 647,511</b>	<b>\$ 11,813</b>

Au 30 septembre 2019, les dépenses refusées totalisent un montant de \$ 5,358 ainsi constitué :

Dépenses refusées au 30 septembre 2018 \$ 11,813

Dépenses refusées durant la période sous-audit

	<b>Montants soumis</b>	<b>Montants acceptés</b>	<b>Différences</b>
Requête de justification No 42	\$ 16,606	\$ 12,573	\$ 4,033
Requête de justification No 43	2,406	2,039	367
			<u>\$ 4,400</u>
Sous total			\$ 16,213
Dépenses acceptées suite à la resoumission de la requête de justification No 46 (bis)			<u>(10,856)</u>
			<b><u>\$ 5,358</u></b>

## 8. Avances de la BID en Attente de Justification

Au 30 septembre 2019, le solde des avances en attente de justification relative à l'Accord de Financement non Remboursable No. 2416/GR – HA est de \$ 173, 091 et est ainsi constitué:

Solde des avances de fonds en attente de justification au 30 septembre 2018	\$	224,550
Avance de fonds décaissée durant l'exercice (Requête No. 48)		<u>135,970</u>
	\$	360,520
Requête de justification acceptées		
Requête de justification No 39	\$	(29,083)
Requête de justification No 40		(15,517)
Requête de justification No 41		(19,782)
Requête de justification No 42		(12,573)
Requête de justification No 43		(2,039)
Requête de justification No 44		(9,541)
Requête de justification No 45		(49,389)
Requête de justification No 46		(10,856)
Requête de justification No 47		<u>(38,650)</u>
	\$	(187,430)
	<b>\$</b>	<b><u>173,090</u></b>

Le solde des avances en attente de justification de \$ 173, 090 est ainsi constitué:

Banque	\$	2,309
Dépenses non éligibles		5,358
Compte à payer		41,644
Redressement de conversion de devises		(28,105)
Dépenses soumises non encore traitées par la BID		<u>151,884</u>
	<b>\$</b>	<b><u>173,090</u></b>

Les dépenses soumises non encore traitées par la BID au 30 septembre 2019 sont présentées aux requêtes suivantes :

.	Requête No 46	\$ 799
.	Requête No 48	4,223
.	Requête No 49	4,976
.	Requête No 51	1,664
.	Requête No 52	50,344
.	Requête No 53	30,829
.	Requête No 54	<u>59,049</u>
		<b><u>\$ 151,884</u></b>



## 9. Redressement de conversion de devises au 30 septembre 2019

Le redressement de conversion de devises au 30 septembre 2019 se présente comme suit:

Redressement de conversion au 30 setepmbre 2018	\$ (6,291)
Redressement de conversion de la période	34,396
	<u><u>\$ 28,105</u></u>

## 10. Réconciliation entre l'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements Cumulatifs

Montants décaissés par la BID (Avances de Fonds et Paiements Directs)	\$ 4,574,509
Investissements cumulés	(4,558,661)
	<u><u>\$ 15,848</u></u>
Banque	
Compte à payer	\$ 2,309
Redressement de conversion	41,644
	(28,105)
	<u><u>\$ 15,848</u></u>

## 11. État des Soldes Budgétaires

L'état des soldes budgétaire au 30 septembre 2019 est présenté à l'Annexe I.

## 12. Réconciliation par Catégorie d'Investissement entre les Registres du Programme et ceux de la BID

La réconciliation du LMS avec l'état des investissements cumulés au 30 septembre 2019 est présentée à l'Annexe II.

## 13. Suivi de la numérotation des requêtes

Les requêtes Nos. 1, 11, 20, 29, 35 et 48 sont des avances de fonds qui n'impactent pas le flux de trésorerie.

## 14. Comptes à payer

Ce montant représente des engagements contractuels au 30 septembre 2019 qui sont présentés dans la requête No. 54;

\$ 33,415 pour l'audit financier du programme et \$8,229 pour l'évaluation finale du programme.

## 15. Acquisitions de Biens et de Services

La liste des équipements au 30 septembre 2019 est présentée à l'Annexe III.

PROGRAMME DE SOUTIEN AUX CHAINES DE PRODUCTION (ANCRE)  
 GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)  
 FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)  
 ACCORDS DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLES NOS. 2416/GR-HA ET GRT/HR-12410-HA

## SOLDES BUDGÉTAIRES

AU 30 SEPTEMBRE 2019

(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)

	SOMMES BUDGÉTISÉES				INVESTISSEMENTS CUMULÉS AU 30 SEPTEMBRE 2019				SOLDES BUDGÉTAIRES AU 30 SEPTEMBRE 2019			
	BID	FRH	LOCAL	TOTAL	BID	FRH	Local	TOTAL	BID	FRH	Local	TOTAL
<b>Composante I :</b>												
Investissement commercial	\$ 3,024,583	\$ 2,205,882	\$ 6,000,000	\$ 11,230,465	\$ 3,024,583	\$ -	\$ -	\$ 3,024,583	\$ -	\$ 2,205,882	\$ 6,000,000	\$ 8,205,882
Sous-total	<u>3,024,583</u>	<u>2,205,882</u>	<u>6,000,000</u>	<u>11,230,465</u>	<u>3,024,583</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>3,024,583</u>	<u>-</u>	<u>2,205,882</u>	<u>6,000,000</u>	<u>8,205,882</u>
<b>Composante II :</b>												
Investissement Social et Environnemental	3,576,471	2,823,529	-	6,400,000	45,707	-	-	45,707	3,530,764	2,823,529	-	6,354,293
Sous-total	<u>3,576,471</u>	<u>2,823,529</u>	<u>-</u>	<u>6,400,000</u>	<u>45,707</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>45,707</u>	<u>3,530,764</u>	<u>2,823,529</u>	<u>-</u>	<u>6,354,293</u>
<b>Composante III:</b>												
Faciliter la création de Projets	1,462,503	1,336,553	-	2,799,056	508,925	-	-	508,925	953,578	1,336,553	-	2,290,131
Sous-total	<u>1,462,503</u>	<u>1,336,553</u>	<u>-</u>	<u>2,799,056</u>	<u>508,925</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>508,925</u>	<u>953,578</u>	<u>1,336,553</u>	<u>-</u>	<u>2,290,131</u>
<b>Composante IV:</b>												
Gestion, Audit, Supervision	1,401,239	1,106,242	-	2,507,481	979,446	-	-	979,446	421,793	1,106,242	-	1,528,035
Sous-total	<u>1,401,239</u>	<u>1,106,242</u>	<u>-</u>	<u>2,507,481</u>	<u>979,446</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>979,446</u>	<u>421,793</u>	<u>1,106,242</u>	<u>-</u>	<u>1,528,035</u>
imprévus	35,204	27,794	-	62,998	-	-	-	-	35,204	27,794	-	62,998
<b>TOTAL</b>	<u>\$ 9,500,000</u>	<u>\$ 7,500,000</u>	<u>\$ 6,000,000</u>	<u>\$ 23,000,000</u>	<u>\$ 4,558,661</u>	<u>\$ -</u>	<u>\$ -</u>	<u>\$ 4,558,661</u>	<u>\$ 4,941,341</u>	<u>\$ 7,500,000</u>	<u>\$ 6,000,000</u>	<u>\$ 18,441,339</u>

**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX CHAINES DE PRODUCTION (ANCRE)**  
**GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DU**  
**DÉVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)**  
**FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)**  
**ACCORDS DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLES NOS. 2416/GR-HA ET GRT/HR-12410-HA**  
**RÉCONCILIATION DU LMS AVEC L'ÉTAT DES INVESTISSEMENTS CUMULÉS**  
**AU 30 SEPTEMBRE 2019**  
**(Exprimée en dollars des États-Unis d'Amérique)**

	BUDGET	DÉPENSES ACCEPTÉES	DÉPENSES RÉCUSÉES	DÉPENSES SOUIMISES NON ENCORE TRAITÉES	DÉPENSES TOTALES	DÉPENSES PRÉSENTÉES AU 30 SEPTEMBRE 2019	ÉCARTS
<b>Composante I :</b>							
Investissement commercial	\$ 3,024,583	\$ 3,024,583	\$ -	\$ -	\$ 3,024,583	\$ 3,024,583	\$ -
<b>Sous-total</b>	<b>3,024,583</b>	<b>3,024,583</b>	-	-	<b>3,024,583</b>	<b>3,024,583</b>	-
<b>Composante II :</b>							
Investissement Social et Environnemental	3,576,471	38,807	-	777	45,707	38,807	6,900
<b>Sous-total</b>	<b>3,576,471</b>	<b>38,807</b>	-	<b>777</b>	<b>45,707</b>	<b>38,807</b>	<b>6,900</b>
<b>Composante III:</b>							
Faciliter la création de Projets	1,462,503	441,726	-	9,804	508,925	441,726	67,199
<b>Sous-total</b>	<b>1,462,503</b>	<b>441,726</b>	-	<b>9,804</b>	<b>508,925</b>	<b>441,726</b>	<b>67,199</b>
<b>Composante IV:</b>							
Gestion, Audit, Supervision	1,401,239	896,304	5,358	141,303	979,446	896,304	83,142
<b>Sous-total</b>	<b>1,401,239</b>	<b>896,304</b>	<b>5,358</b>	<b>141,303</b>	<b>979,446</b>	<b>896,304</b>	<b>83,142</b>
<b>Imprévus</b>	<b>35,204</b>	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 9,500,000</b>	<b>\$ 4,401,420</b>	<b>\$ 5,358</b>	<b>\$ 151,884</b>	<b>\$ 4,558,661</b>	<b>\$ 4,401,420</b>	<b>\$ 157,242 <sup>(1)</sup></b>

<sup>(1)</sup> Ce montant est ainsi constitué:

· Dépenses soumises, non traitées par la BID au 30 septembre 2019 \$ 151,884 (Voir Note 8)

· Dépenses non acceptées par la BID au 30 septembre 2019 5,358 (Voir Note 7)

**\$ 157,242**



**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX CHAINES DE PRODUCTION (ANCRE)**  
**GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES**  
**RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)**  
**FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)**  
**ACCORDS DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLES NOS. 2416/GR-HA ET GRT/HR-12410-HA**  
**AU 30 SEPTEMBRE 2019**

**LISTE DES ÉQUIPEMENTS ET MATÉRIELS**

(Exprimée en dollars des États-Unis d'Amérique)

Description	Pour l'exercice terminé		
	Au 30 septembre 2018	Au 30 septembre 2019	Au 30 septembre 2019
Équipements informatiques	\$ 3,566	\$ -	\$ 3,566
Matériels et accessoires de bureau	2,146	1,089	3,235
Matériels roulants	4,091	-	4,091
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 9,803</b>	<b>\$ 1,089</b>	<b>\$ 10,892</b>

**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX CHAINES DE PRODUCTION (ANCRE)**  
**GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES**  
**ACCORDS DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLES NOS. 2416/GR-HA ET GRT/HR-12410-HA**  
**LISTE DES ENGAGEMENTS**  
**AU 30 SEPTEMBRE 2019**  
**(Exprimée en dollars des États-Unis d'Amérique)**

<u>Description</u>	<u>Montants</u>
Audit Financier	\$ 33,415
Évaluation finale du Programme	<u>8,229</u>
<b>TOTAL</b>	<b><u>\$ 41,644</u></b>

**PROGRAMME DE SOUTIEN AUX CHAINES DE PRODUCTION (ANCRE)  
GÉRÉ PAR L'UNITÉ D'EXÉCUTION DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES  
RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)**

**FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)  
ACCORDS DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLES NOS. 2416/GR-HA ET GRT/HR-  
12410-HA**

**ÉTATS FINANCIERS**

**Pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019**

**RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS SUR LE CONTRÔLE INTERNE**

**À l'Unité d'Exécution (UE)**

**Programme de Soutien aux Chaines de Production (ANCRE)**

**Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural  
(MARNDR)**

Nous avons audité les états financiers ci-joints du Programme de Soutien aux Chaines de Production (ANCRE) exécuté par l'Unité d'Exécution (UE) du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), Accords de Financement Non Remboursables Nos. 2416/GR-HA et GRT/HR-12410-HA, qui sont constitués de: l'État des Flux de Trésorerie pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019, et l'État des Investissements Cumulés au 30 septembre 2019. Nous avons publié notre rapport sur la présente en date du 22 janvier 2019.

Ce rapport complète notre opinion sur les états financiers auxquels nous faisons référence.

La Direction de l'Unité d'Exécution du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) est responsable de la mise en place et du maintien d'un système de contrôle interne suffisant pour réduire les risques d'anomalies dans les informations financières et pour protéger les actifs du projet, y compris, les travaux de construction et d'autres biens acquis. Pour assumer cette responsabilité, les estimations et les jugements de la direction sont demandés pour évaluer les bénéfices attendus et les coûts connexes des politiques et procédures du système de contrôle interne. Un système de contrôle interne a pour but de fournir à la direction une assurance raisonnable, mais non absolue que les actifs sont protégés contre les pertes provenant d'une utilisation ou d'une disposition non autorisée; que les



opérations sont réalisées conformément à une autorisation de la direction et aux termes du contrat, et que celles-ci sont bien enregistrées pour permettre la préparation d'états financiers fidèles et sincères. En raison de limitations inhérentes dans tout système de contrôle interne, les erreurs ou les irrégularités peuvent néanmoins se produire sans être détectées. De même, la projection de toute évaluation de la structure sur des périodes futures est soumise au risque d'une inadéquation éventuelle des procédures en raison des changements enregistrés dans les conditions ou à une dégradation de l'efficacité de la conception et de l'opération des politiques et des procédures.

Lors de la planification et de la réalisation de notre audit des états financiers du Programme, pour l'exercice terminé au 30 septembre 2019, nous sommes arrivés à une certaine compréhension du système de contrôle interne, et nous avons évalué le risque au niveau du contrôle afin de définir les procédures d'audit dans le but d'exprimer une opinion sur les états financiers du Programme et non une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne. Par conséquent, nous n'avons pas exprimé une telle opinion.

Nous n'avons noté aucun aspect du contrôle interne décrit dans ce rapport qui concerne le système de contrôle interne et son opération, que nous considérons comme des situations qui méritent d'être rapportées conformément aux Normes Internationales d'Audit.

Notre examen de la structure de contrôle interne ne permet pas nécessairement de déceler tous les aspects des contrôles internes qui devraient être signalés ni, par conséquent, toutes les situations à signaler que nous considérons comme des faiblesses importantes. Nous n'avons relevé aucun cas ayant trait à la structure du contrôle interne et à son fonctionnement que nous considérons comme constituant une faiblesse importante.

*Experts Conseils & Associés*

Comptables Agréés

Pétion-Ville, le 22 janvier 2019